

## La politique économique allemande est-elle restrictive ?

Bernhard Molitor \*

Quand j'entends parler de la situation économique de l'Allemagne, je me demande parfois de quel pays on parle.

J'entends parler de récession. Il est vrai que l'économie allemande a connu une récession en 1980-1982. Mais aujourd'hui il est impossible d'en parler : la croissance tendancielle est de l'ordre de 2,5 %.

Certains parlent d'une politique monétaire restrictive. Quels sont les chiffres ? M1 a augmenté de plus de 7 % au cours de l'année 1986 avec une baisse des prix à la consommation en moyenne annuelle de 0,2 %. En 1987, M1 a augmenté plus rapidement qu'en France, avec, jusqu'au mois de septembre, un taux annuel de plus de 10 %, à comparer à une hausse des prix de 0,5 %. Le taux annuel de progression de M3 était jusqu'en septembre d'environ 5 %. J'ai l'impression qu'on ne prend pas en compte tout à fait exactement ce qui se passe en Allemagne. Aucune entreprise ne se plaint du manque de liquidité ou de la difficulté à obtenir des crédits. En quel sens pourrait-on donc dire que la politique monétaire allemande est restrictive ? On peut regarder également les taux d'intérêt : ils sont presque à leur niveau minimum en Allemagne aujourd'hui.

On parle aussi d'une politique budgétaire restrictive. Effectivement, il y a eu une réduction du déficit budgétaire entre 1982 et 1985 : le déficit a diminué de plus de 2 points de PNB entre ces deux années. Mais quand doit-on consolider un déficit sinon pendant une période de croissance ? En effet, des déficits budgétaires élevés et durables posent des problèmes. Avec un gouvernement qui a suivi intentionnellement une politique keynésienne entre 1969 et 1982, le chômage en Allemagne a augmenté de 180.000 chômeurs à 2 millions, niveau (corrigé des variations saisonnières) atteint au 4<sup>e</sup> trimestre 1982, c'est-à-dire au moment où le nouveau gouvernement a pris ses fonctions. Il ne faut quand même pas dire que cette politique keynésienne a été un grand succès. Je ne réfute pas par principe une politique keynésienne. Mais

---

\* Bernhard Molitor est directeur de la Politique économique au ministère fédéral de l'Economie de la RFA.

Ce texte reprend une intervention du Dr. Bernhard Molitor, prononcée lors du colloque organisé par la Brookings Institution et le CEPII à Paris les 20 et 21 novembre 1987 sur le thème : « Les obstacles à la croissance européenne ».

---

il faut voir le contexte économique. L'Allemagne était contrainte en 1982 de consolider sa situation budgétaire pour retrouver des marges de manœuvre. Maintenant, nous commençons à utiliser ces marges. En 1987, le déficit budgétaire a augmenté de 30 % ; la part dans le PNB du déficit de l'ensemble du secteur public a augmenté d'un demi-point et, l'année prochaine, elle augmentera encore au moins d'un demi-point en plus, ce qui veut dire que le déficit aura doublé en termes absolus entre 1986 et 1988. Pourquoi ? Parce que le gouvernement estime que le temps est venu de réduire la charge fiscale qui est à juste titre souvent considérée comme excessive en Europe. Voilà la politique budgétaire que nous essayons de mener. On peut la qualifier ou non de keynésienne, mais on ne peut certainement pas la qualifier de restrictive.

Est-il souhaitable que la demande interne augmente plus rapidement en Allemagne ? Oui, il est vrai que les entreprises ont besoin de perspectives de débouchés pour investir, de perspectives solides à long terme. Et c'est une des responsabilités du gouvernement d'agir dans ce sens. Mais la demande interne est sur une tendance croissante en Allemagne : elle a augmenté de 3,5 % en volume en 1986, elle augmente actuellement à un rythme voisin de 3 %, dont nous espérons qu'il se maintiendra en 1988. Ce n'est peut-être pas assez, mais, pour un pays dont la population décroît, ce n'est tout de même pas rien.

Personnellement, je ne suis pas anti-keynésien. Il y a des moments où un gouvernement n'a pas d'autre choix que d'être keynésien s'il veut éviter le pire. Est-ce que ce moment est vraiment venu ? N'est-il pas préférable de continuer de poursuivre une stratégie à moyen terme qui donne de réelles perspectives aux entreprises et aux citoyens plutôt que de se perdre dans des actions désordonnées et à court terme ? Réduire la charge fiscale de 50 milliards de marks en trois étapes entre 1986 et 1990, cela représente plus que 2,5 % du PNB. Est-ce que ce n'est pas mieux de se tenir à cette stratégie aussi longtemps que la demande interne augmente au rythme que je viens d'indiquer ?

Nous savons tous que l'Europe a un problème grave de chômage. Mais nous ne le réglerons pas par une politique de relance keynésienne ou en subventionnant des postes de travail. Il faut améliorer les structures économiques, augmenter la qualification des travailleurs et, surtout, favoriser la mobilité régionale et sectorielle. Je pense qu'il y a aussi un problème majeur de hiérarchie des salaires. Il est absolument anormal qu'en Allemagne la même convention collective couvre aussi bien Mercedes que les chantiers navals. Si l'on veut que l'emploi se développe, il faut différencier beaucoup plus les salaires.

Je pense aussi que nous devons absolument éviter de remettre en cause la stabilité des prix. Aujourd'hui, l'inflation n'est pas un problème majeur en Allemagne. En fait, ce n'est actuellement pas un problème du tout, ni pour l'opinion publique, ni pour le gouvernement. Mais nous ne devons rien faire qui risque de relancer l'inflation, car l'inflation est un obstacle à la croissance.

Cela n'a pas si mal marché en Allemagne depuis 1982. Nous avons obtenu un taux annuel de croissance moyen de 2,5 %, malgré de graves désordres sur les marchés des

changes et dans l'économie mondiale. C'est ainsi qu'il faut continuer, tout en cherchant cependant à améliorer encore nos performances de croissance.

Je vois très bien qu'un certain nombre de facteurs négatifs pourraient conduire à une récession cumulative en Europe. Si cela se confirme, il est clair que nous devons poursuivre une politique keynésienne. Je n'ai pas le moindre doute à ce sujet. Mais je considère que cette éventualité n'est ni le « first best » ni le « second best ». Ce serait la moins mauvaise des solutions, en cas de forte dégradation de la situation économique mondiale ! Pour qu'il n'y ait pas de malentendu à cet égard, je veux dire aussi que nous ne sommes pas fixés sur une idéologie. Mais notre conviction, et c'est peut-être là un changement en Europe, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire. L'Etat tout-puissant n'existe pas en matière économique. Ce sont les agents économiques qui agissent et qui créent le bien-être.

Bien sûr, un pays peut choisir de laisser tomber son taux de change. L'Allemagne aussi pourrait le faire par sa politique monétaire. Nous avons eu une certaine expérience à cet égard en 1980-1982. Par des interventions, la banque centrale avait rapidement perdu 20 % de ses réserves, or compris. On nous l'a reproché à l'époque. Il n'y avait pas d'autre solution à ce dilemme à l'époque qu'une politique monétaire plus restrictive.

Nous sommes prêts à assumer nos responsabilités, à jouer notre jeu dans la coopération internationale et tout particulièrement dans la coopération européenne. Mais nous savons très bien que nous ne sommes pas tout-puissants, beaucoup moins peut-être que d'autres pays parce que nos exportations représentent un tiers de notre production. Je ne considère d'ailleurs pas ça comme une mauvaise chose. Cela fait bénéficier mon pays des avantages de la division internationale du travail.

Pour résumer, l'Allemagne ne refuse pas d'envisager des inflexions de sa politique économique si c'est nécessaire pour des raisons internes ou internationales ; mais il ne faut pas avoir l'illusion que l'Allemagne peut résoudre les problèmes de l'économie mondiale. C'est une tâche à laquelle chaque pays doit apporter sa contribution.

